

de l'Industrie devrait songer sérieusement à cette idée.

La Société de développement du Canada pourrait peut-être orienter ses efforts vers la rationalisation de l'industrie ou encore, travailler de concert avec le ministère de l'Industrie en vue d'atteindre ce but. Voilà des domaines dont je voudrais que le ministre et son ministère s'occupent. Dans une grande partie de son travail, le ministère ne semble pas tenir compte de celui qu'accomplissent d'autres organismes de l'État, d'autres ministères provinciaux et leurs services de planification. Les organismes des Maritimes font des recommandations qui sont annulées ou neutralisées par celles du ministère de l'Industrie. Le programme des régions désignées en est un exemple.

Toute la région des Maritimes, sauf les principales villes d'Halifax et de Saint-Jean, a été désignée. Apparemment, ces deux villes sont les seuls endroits où la croissance industrielle soit possible. Si l'objectif du ministère est d'établir une petite industrie dans chaque petite ville, il remplit peut-être son rôle. Et si son objectif est de stimuler la croissance et d'atteindre le potentiel réalisable, il devra alors changer d'attitude à l'égard du programme des régions désignées. Ce programme échouera à la longue, parce que diverses industries, dont il permet la croissance, déclinent ensuite.

L'industrie de l'électronique en Nouvelle-Écosse illustre cette difficulté. Le gouvernement de cette province a dû voler au secours de cette industrie. Aussi longtemps que de petites industries seront dispersées dans des villages, nous les traiterons de façon injuste. Nous ne faisons que les mystifier. J'ai eu des remarques beaucoup moins modérées lors du débat sur le ministère de l'Industrie. J'ai déjà qualifié le programme d'aide aux régions désignées de cruelle supercherie. Nous trompons les gens là-dessus, et nous leur inspirons un faux sentiment de sécurité. Lorsqu'une industrie vient s'établir dans une petite collectivité, les gens y voient des possibilités d'emploi et un avenir pour leurs enfants. Les progrès technologiques provoquent dans l'industrie un essor et un déclin tout aussi rapides. Il arrive très souvent que des emplois disponibles aujourd'hui disparaissent par la suite.

Pour des raisons humanitaires et sociales, je ne souhaite pas l'élaboration d'un programme qui forcerait les gens à abandonner leur domicile et les cercles sociaux auxquels

[M. Saltsman.]

ils tiennent. Même si on prouve que c'est la solution la plus efficace, il faut maintenir un équilibre entre le souci d'efficacité et d'humanité. On doit faire la part des impératifs sociaux et de l'efficacité industrielle. Une des formules qui nous permettraient de profiter au maximum de ces deux objectifs, c'est l'aménagement de centres industriels. Je pense à des régions bien déterminées, d'un bout à l'autre du Canada, qui pourraient absorber l'excédent de main-d'œuvre et les jeunes qui émigrent de fermes ou de villages défavorisés. Voilà comment on pourrait permettre à ces gens de se trouver un emploi.

Il est possible, dans une ville comme Halifax, d'avoir différentes industries. Cette situation offre de la stabilité car, en même temps qu'une industrie fléchit, une autre croît, mais les possibilités d'emploi demeurent à peu près les mêmes. Les gens mutés à Halifax pourraient venir des autres parties de la province et ne s'éloigneraient pas de leurs foyers ou de leurs proches. Ils seraient beaucoup plus heureux dans ces conditions que s'ils étaient envoyés en dehors de la province, à Vancouver par exemple. Quiconque connaît les gens des Maritimes sait combien ils tiennent à leurs origines et à leurs liens. Avec des centres de croissance et des perspectives d'emploi à longue échéance, nous aurions des débouchés et un meilleur niveau de vie.

De certaines manières, le programme des régions désignées nous donne le pire de deux mondes. Dans le régime d'entreprise privée, les gens sont censés savoir les meilleurs endroits où s'installer à cause des perspectives d'emploi à longue échéance. L'argument à cet égard est renversé par le programme des régions désignées parce qu'il gêne ce genre de planification. Ces régions ne bénéficient pas de l'organisation industrielle ou de la planification fondée sur la possibilité d'expansion. Comme résultat du programme, nous assistons à une déformation de la planification industrielle.

Même si ce programme s'est inspiré des meilleures intentions, il ne répond tout simplement pas aux besoins de notre pays, qui s'industrialise rapidement et a besoin de grandir et de produire beaucoup plus qu'il ne semble le faire maintenant. J'ai l'impression qu'on a imposé au ministère des décisions gouvernementales impossibles à réaliser. C'est à croire que le cabinet ignore tout de l'existence du ministère ou de ses projets et qu'il prend un plaisir sadique à vouloir détruire le bon travail qui peut s'y faire.